



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté complémentaire modifiant la zone de chalandise des déchets
admis à être traités par la société VAL'ERGIE à Ludres**

**N° 2023-0504
AIOT : 0006200373**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral 2006-505 du 2 juin 2006 et les arrêtés préfectoraux subséquents, autorisant et encadrant l'exploitation de l'usine d'incinération de déchets urbains et de déchets contaminés d'activités de soins implantée sur le territoire de la commune de LUDRES ;

Vu la demande reçue le 6 juin 2023 par la préfecture de Meurthe-et-Moselle de la société VAL'ERGIE dont le siège social est situé au 226 rue Victor Grignard - 54710 LUDRES afin d'obtenir l'autorisation d'une nouvelle zone de chalandise sur les départements de la Meuse, Moselle et des Vosges ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé ES/IA/1132/1150-2023 en date du 8 septembre 2023 ;

Vu l'avis favorable en date du 20 juillet 2023 du Conseil Régional Grand Est ;

Vu le projet d'arrêté porté le 11 septembre 2023 à la connaissance du demandeur par courrier électronique ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courrier électronique en date du 18 septembre 2023 ;

Considérant que la société VAL'ERGIE est déjà dûment autorisée à accepter et traiter les déchets listés dans le présent arrêté, par les arrêtés préfectoraux susmentionnés ;

Considérant donc qu'il s'agit d'une mise à jour administrative de la zone de chalandise des déchets d'ordures ménagères et des déchets d'activité économique sans dépasser la capacité maximale de traitement de l'UVE de 120 000 tonnes ;

Considérant, en conséquence, qu'il n'y a pas lieu de recueillir l'avis du CODERST comme le prévoit l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1er : Champ et portée du présent arrêté

La société VAL'ERGIE, filiale de la société VALEST, dont le siège social est situé au 226 rue Victor Grignard - 54710 LUDRES, est autorisée à poursuivre l'exploitation de l'usine d'incinération de déchets urbains et de déchets contaminés issus d'activités de soins, située sur le territoire de la commune de LUDRES - 226 rue Victor Grignard - zone industrielle, sous réserve du strict respect des prescriptions fixées par le présent arrêté modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006-505 du 2 juin 2006 et les arrêtés préfectoraux subséquents.

Article 2 : Provenance des déchets - limitations

Les dispositions du présent article remplacent en partie les conditions fixées à l'article 6.1 « Provenance des déchets - limitations » de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006-505 du 2 juin 2006 modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral 2022-0964 du 5 janvier 2023, comme suit :

« Déchets ménagers et assimilés »

-Les déchets ménagers et assimilés admissibles sur l'usine sont exclusivement celles produites sur les territoires que selon les priorités décroissantes suivantes :

- *priorité n° 1 : Meurthe-et-Moselle ;*
- *priorité n° 2 : Meuse, Moselle, Vosges ;*
- *priorité n° 3 : Marne, Haute-Marne ; uniquement en cas d'avarie (panne, accident...) sur un incinérateur de ces départements, l'exploitant peut solliciter l'autorisation exceptionnelle de prendre rapidement des déchets de ce secteur, sur la base d'une information à la préfecture et à l'inspection des installations classées, accompagnée de l'ensemble des éléments justificatifs.*

Déchets d'Activités Économiques (DAE)

- L'exploitant ne peut accepter que selon les priorités décroissantes suivantes, les DAE produits sur le territoire de :

- *priorité n° 1 : Meurthe-et-Moselle ;*
- *priorité n° 2 : Meuse, Moselle, Vosges ;*
- *priorité n° 3 : Marne, Haute-Marne ; uniquement en cas d'avarie (panne, accident...) sur un incinérateur de ces départements, l'exploitant peut solliciter l'autorisation exceptionnelle de prendre rapidement des déchets de ce secteur, sur la base d'une information à la préfecture et à l'inspection des installations classées, accompagnée de l'ensemble des éléments justificatifs.*

Tout contrat ou accord contraire aux dispositions qui précèdent, même antérieur au présent arrêté, sera réputé non écrit. »

Article 3 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer à la présente injonction préfectorale, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales; des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case officielle n° 38 – 54036 NANCY Cedex, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présentes pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télé-recours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Exécution et information

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société VAL'ERGIE

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Ludres

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Nancy, le **27 SEP. 2023**

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général


Julien LE GOFF

